

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des  
Solidarités et de la Protection des Populations**

**24-2024-02-20-00008**

**Arrêté préfectoral relatif aux tarifs maximaux des  
courses de taxi dans le département de la Dordogne  
pour l'année 2024**

**Arrêté relatif aux tarifs maximaux des courses de taxi dans le  
département de la Dordogne pour l'année 2024**

Le Préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article L.410-2 du code de commerce;  
Vu l'article L.112-1 du code de la consommation;  
Vu les articles L.1431-3 et D.1431-2 du code des transports;  
Vu les articles L.3121-1 et suivants du code des transports;  
Vu les articles R.3121-1 et suivants du code des transports;  
Vu l'article 88 de la loi n°87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social;  
Vu la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations;  
Vu le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et voitures de remise;  
Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure;  
Vu le décret n°2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure;  
Vu le décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes;  
Vu le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi;  
Vu l'arrêté n° 83-50/A du 3 octobre 1983 relatif à la publicité des prix de tous les services;  
Vu l'arrêté du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service;  
Vu l'arrêté du 13 février 2009 relatif aux dispositifs répéteurs lumineux de tarifs pour taxis;  
Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi;  
Vu l'arrêté du 9 juin 2016 fixant les modalités d'application du titre II du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure;  
Vu l'arrêté du 22 janvier 2024 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2024;

Vu l'arrêté préfectoral n°102133 du 3 décembre 2010 portant désignation d'une adresse postale de réclamation à l'attention des usagers des taxis dans le département de la Dordogne;

Vu l'arrêté préfectoral n°24-2017-11-20-001 portant création de la commission locale des transports publics particuliers de personnes (T3P);

Vu l'arrêté préfectoral n°24-2023-01-20-00003 relatif aux tarifs des courses de taxi dans le département de la Dordogne;

Vu la proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne;

Sur proposition de Monsieur Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet,

## ARRÊTE

**Article 1:** L'arrêté préfectoral n°24-2023-01-20-00003 est abrogé.

**Article 2:** Sont soumis aux dispositions du présent arrêté les taxis tels qu'ils sont définis à l'article L.3121-1 du code des transports.

Conformément à l'article R.3121-1 du même code, tout véhicule affecté à l'activité de taxi est muni d'équipements spéciaux comprenant:

-un compteur horokilométrique homologué, dit "taximètre", conforme aux prescriptions du décret n°2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure;

-un dispositif extérieur lumineux portant la mention "Taxi", dont les caractéristiques sont fixées par le ministre chargé de l'industrie, qui s'illumine en vert lorsque le taxi est libre et en rouge lorsque celui-ci est en charge ou réservé;

-une plaque fixée au véhicule et visible de l'extérieur indiquant le numéro de l'autorisation de stationnement (aussi appelée "ADS" ou "licence taxi"), ainsi que son ressort géographique tel qu'il est défini par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de stationnement; cette plaque peut prendre la forme d'une plaque en résine adhésive rectangulaire positionnée sur la lunette arrière du véhicule, non-arrachable et laissant le conducteur voir vers l'extérieur; les mentions Commune et ADS ne peuvent figurer ni sur la plaque d'immatriculation, ni sur la bavette, ni sur une sous-plaque fixée entre le châssis et la plaque d'immatriculation;

-sauf à ce que le compteur horokilométrique en remplisse la fonction, un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, permettant, lorsqu'une durée maximale d'utilisation du taxi est prescrite par l'autorité compétente, d'enregistrer les heures de début et de fin de service du conducteur.

En outre, le véhicule affecté à l'activité de taxi est équipé:

-d'une imprimante, connectée au taximètre, permettant l'édition automatisée d'une note informant le client du prix total à payer conformément aux textes d'application de l'article L.112-1 du code de la consommation;

-d'un terminal de paiement électronique, mentionné à l'article L.3131-1 du code des transports, en état de fonctionnement et visible, tenu à la disposition du client sans tarif plancher pour son utilisation.

**Article 3:** Les tarifs maximaux Toutes Taxes Comprises applicables aux courses de taxi, dans le département de la Dordogne, sont fixés comme suit:

Valeur de la chute:	0,10 €
Prise en charge:	3 €
Tarif horaire :	22€
Tarif kilométrique:	1,11 €

Différents tarifs	Définition des tarifs	Tarif kilométrique
TARIF A (lampe blanche)	Course de jour avec retour en charge à la station	1,11€
TARIF B (lampe orange)	Course de nuit avec retour en charge à la station	1,67€
TARIF C (lampe bleue)	Course de jour avec retour à vide à la station	2,22€
TARIF D (lampe verte)	Course de nuit avec retour à vide à la station	3,34€

**Article 4:** Par dérogation aux tarifs mentionnés par l'article 3 du présent arrêté, le tarif minimal, majorations et suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à huit euros (8€).

**Article 5:** Le tarif kilométrique de jour (tarifs A et C, dans les conditions respectives) est applicable de sept heures à dix-neuf heures et le tarif kilométrique de nuit (tarifs B et D, dans les conditions respectives) est applicable de dix-neuf heures à sept heures.

**Article 6:** Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D peuvent être appliqués quelle que soit l'heure. De la même manière, les tarifs B et D, dans leurs conditions respectives, peuvent être appliqués lorsque le taxi se trouve sur une route enneigée ou verglacée, et lorsque des pneumatiques antidérapants, dits "pneus hiver" ou "pneus neige", sont utilisés.

**Article 7:** Un supplément bagage de deux euros (2,00 €) peut être perçu par encombrant:

-lorsqu'un passager a plus de trois valises ou bagages de taille équivalente;

-lorsque les bagages, en raison de leur volume, ne peuvent être transportés dans le coffre ou dans l'habitacle du véhicule, et nécessitent l'utilisation d'un équipement extérieur.

Un supplément de quatre euros (4,00 €) pour la prise en charge de passagers supplémentaires, majeurs ou mineurs, est applicable à partir de la cinquième personne transportée au cours du même trajet, et ce pour chacune des personnes supplémentaires à partir de la cinquième.

Aucun supplément ne pourra être perçu pour le transport d'un animal.

Conformément à l'article 88 de la loi n°87-588 du 30 juillet 1987, il est rappelé que l'accès aux transports ne peut être refusé aux personnes titulaires de la carte "mobilité inclusion" portant la mention "invalidité" et "priorité", accompagnées d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance, ainsi qu'aux personnes chargées de leur éducation pendant toute leur période de formation.

Dans le cas où le transport d'une personne titulaire de la carte mobilité inclusion nécessiterait la présence impérative d'une personne accompagnante, cette personne accompagnante ne sera pas prise en compte dans le calcul permettant d'appliquer le supplément de quatre euros (4€) pour la prise en charge de passagers supplémentaires.

**Article 8:** Les taximètres sont soumis aux opérations de vérification prévues par le décret n°2011-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure, ainsi que par l'arrêté du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service. Ces vérifications sont assurées par des organismes agréés.

**Article 9 :** Conformément à l'article 19 de l'arrêté du 22 janvier 2024 relatif aux tarifs des courses de taxis dans un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la table tarifaire du taximètre est modifiée et les tarifs prévus à l'article 3 du présent arrêté sont pris en compte par les taxis.

Entre cette date et la modification de la table tarifaire, une hausse ne pouvant excéder la variation du tarif de la course-type pourra être appliquée au montant de la course affichée sur le cadran, hors supplément, en utilisant un tableau de correspondance mis à la disposition de la clientèle. Les suppléments sont appliqués sans recourir au taximètre. Cette hausse et l'application des suppléments font l'objet d'une mention manuscrite sur la note remise au consommateur.

**Article 10:** En position libre, dans l'attente du client, le dispositif extérieur lumineux portant la mention taxi doit être illuminé en vert.

Le conducteur du taxi doit mettre le taximètre en fonctionnement dès le début de la course, en appliquant les tarifs réglementaires, et signaler au client tout changement de tarif intervenant pendant la course, notamment en cas de passage sur une portion enneigée du trajet.

**Article 11:** Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les courses de taxi, sont affichés dans le taxi:

- les taux horaires et kilométriques en vigueur et leurs conditions d'application;
- les montants et les conditions d'application de la prise en charge et des suppléments;
- le montant du tarif minimum pratiqué;
- le cas échéant, les montants des forfaits et leurs conditions d'application;

- les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative;
- l'information selon laquelle le consommateur peut demander que la note mentionne son nom ainsi que le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course;
- l'information selon laquelle le consommateur peut régler la course par carte bancaire, quel que soit le montant du prix;
- l'adresse définie par arrêté préfectoral, après consultation des organisations professionnelles de taxis et des associations de consommateurs, à laquelle peut être adressée une réclamation.

Ces informations devront figurer sur un document unique mentionnant la date et le numéro du présent arrêté, et être affichées d'une manière parfaitement visible et lisible à l'intérieur du véhicule.

**Article 12:** Conformément aux articles L.1431-3 et D.1431-2 du code des transports, l'opérateur de taxi doit fournir au consommateur une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise par le mode de transport utilisé pour réaliser la prestation vendue au client.

En conséquence, un affichage permettant la communication de cette information sera présent dans le taxi. Cet affichage se fera de manière à être parfaitement visible et lisible à l'intérieur du véhicule. Cet affichage relatera le nombre de grammes de CO<sup>2</sup> émis par kilomètre en moyenne par le véhicule, tel qu'il est évalué sur les documents commerciaux liés au véhicule.

Cet affichage comprend, *a minima*, la mention de la phrase suivante:

*"Ce véhicule émet [insérer la valeur correspondant aux émissions du véhicule utilisé] grammes de CO<sup>2</sup>/km".*

**Article 13:** En cas de réservation du taxi effectuée à distance, si l'opérateur du taxi décide de mettre en fonctionnement le taximètre du véhicule durant la course d'approche, il doit en informer préalablement le client.

En tout état de cause, une course d'approche ne peut être facturée au client si ce dernier n'a pas été informé, avant confirmation de sa réservation, que la course d'approche ferait l'objet d'une tarification.

**Article 14:** Les éventuels frais de péages sont à la charge du taxi et non du passager, sauf si ce dernier a expressément demandé d'emprunter un itinéraire à péage.

Dans ce cadre, le taxi peut avancer la somme correspondante lors du passage de la barrière de péage, et se faire rembourser par le client en fin de course.

**Article 15:** La lettre S de couleur rouge devra être apposée sur le cadran des taximètres après adaptation aux tarifs pour l'année 2024.

**Article 16:** Conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n°83-50/A du 3 octobre 1983, chaque course fait l'objet d'une délivrance systématique de note lorsque son montant Toutes Taxes Comprises est supérieur ou égal à 25 euros, ou à la demande du client lorsque son montant est inférieur à cette somme.

La note est établie en double exemplaire: l'original est remis au client avant paiement, le double doit être conservé par l'entreprise pendant deux ans et classé par ordre de rédaction.

La note est établie dans les conditions suivantes:

1° Sont mentionnés au moyen de l'imprimante mentionnée au 1° du II de l'article R.3121-1 du code des transports:

- a) la date de rédaction de la note;
- b) les heures de début et fin de course;
- c) le nom ou la dénomination sociale du prestataire ou de sa société;
- d) le numéro d'immatriculation du véhicule de taxi;
- e) l'adresse définie par arrêté préfectoral, après consultation des organisations professionnelles de taxis et des associations de consommateurs, à laquelle peut-être adressée une réclamation;
- f) le montant de la course minimum;
- g) le prix de la course Toutes Taxes Comprises hors suppléments.

2° Sont soit imprimés, soit portés de manière manuscrite:

- a) la somme totale à payer Toutes Taxes Comprises, qui inclut les suppléments;
- b) le détail de chacun des suppléments prévus à l'article 2 du décret du 7 octobre 2015 susvisé. Ce détail est précédé de la mention "suppléments".

Comme disposé à l'article 12 du présent arrêté, les frais liés à un éventuel tronçon à péage ne constituent pas un supplément.

3° A la demande du client, sont soit imprimés, soit portés de manière manuscrite:

- a) le nom du client;
- b) le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

**Article 17:** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

**Article 18:** Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Bordeaux – 9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex. Cette juridiction peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de la Dordogne. Cette démarche interrompt le délai de recours

contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision de l'autorité compétente.

**Article 19:** Le directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne, toutes autorités administratives, les chefs de service, ainsi que les agents de la force publique compétents sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Périgueux, le 20 FEV. 2024

Le préfet,



Jean-Sébastien LAMONTAGNE